

# LA VÉRITÉ

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS  
PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

19, rue Daguerre, Paris (14<sup>e</sup>). — Téléphone : Sufren 62-31

SECTION FRANÇAISE DE LA 4<sup>e</sup> INTERNATIONALE

C. C. P. Mille Picard 5660-38 Paris

LA LUTTE CONTRE LA GUERRE DE DEMAIN  
COMMENCE PAR LA LUTTE CONTRE  
LA GUERRE COLONIALE D'AUJOURD'HUI  
Le P. C. I. exposera :  
**Comment lutter  
CONTRE la GUERRE**  
Le Vendredi 13 Mai à 20 h. 30  
à la Mutualité, rue Saint-Victor - PARIS 5<sup>e</sup>



## COMBINES DIPLOMATIQUES ou LUTTE de CLASSES

**D**EPUIS février, des discussions sont du Kremlin et de Wall-Street. Engagées entre les gouvernements L'optimisme est officiel et partagé, on parle même d'accord imminent.

Il semblerait donc que les deux Congrès « pour la Paix » qui viennent de se tenir n'avaient plus de raison d'être, puisqu'aussi bien les organisateurs de l'un comme de l'autre réclamaient un tel accord, « Franc-Tireur » comme « l'Humanité » réclamaient un « dialogue », le retour à Yalta, etc... Ou tout au moins ils auraient dû fusionner dans l'enthousiasme de ceux qui atteignent enfin la terre promise.

Dans cette situation, la coexistence et l'opposition seules de ces deux Congrès montrent déjà qu'ils avaient d'autres objectifs et d'autres motifs que la lutte pour la paix. Les organisateurs stalinistes du Congrès de Pleyel expliquent demain que c'est la pression des « partisans de la paix » qui a fait reculer l'impérialisme américain. Ils savent pourtant que celui-ci se moque bien de la mobilisation de la Reine de Belgique, de chanteurs et de poètes et que dans la guerre froide, ce n'est pas lui qui a mis les pouces, mais Staline. Mais c'est en partie parce qu'ils le savent, qu'ils ont organisé leur Congrès. Grâce à lui, ils essaient de conserver leur influence que le recul soviétique pourrait ébranler. Ce Congrès doit leur permettre d'effectuer une retraite en bon ordre. C'est une manœuvre stratégique de guerre froide et non une mobilisation des masses contre le capitalisme, source de la guerre.

La Conférence du R.D.R. fut plus cyniquement encore un pion de la stratégie américaine qui pousse son avantage et veut isoler l'U.R.S.S. dans l'opinion publique. Divers renégats du mouvement ouvrier et du trotskysme se partagent la besogne avec des agents officiels de l'impérialisme américain. So couvrant de braves bourgeois de bonne foi et, à l'occasion, d'une phraséologie « socialiste », ils essaient de faire avaler l'argumentation suivante :

Les causes de la guerre ne sont pas seulement économiques, mais politiques — ce n'est pas seulement le capitalisme qui est cause de la guerre, mais aussi la dictature stalinienne. A chaque jour suffit sa peine, d'abord luttons contre la dictature stalinienne, c'est le plus urgent, car dans la libre Amérique on peut librement défendre la paix. Ceci permet de mobiliser tous les vifs sentiments anti-communistes et d'essayer d'entraîner les travailleurs honnêtes que révoltent à juste titre les crimes anti-ouvriers du stalinisme, au profit de l'impérialisme américain dont on fit un idyllique tableau démocratique.

Le four de l'entreprise ne retire rien à l'intention.

Couvrant les arrières de la diplomatie du Kremlin ou poème avancée de l'impérialisme américain, ni l'une ni l'autre de ces manifestations n'apportent de solution à la question qui subsiste : comment lutter contre la guerre? Toute une couche de travailleurs cherche une réponse à cette

J. PRIVAS

## LA BATAILLE DES 46 OUVRIERS DE CHEZ CHAUSSON MONTRE LA VOIE DES LUTTES DE DEMAIN

# L'AUGMENTATION ÉGALE pour TOUS des salaires et traitements UNIFIE LES LUTTES OUVRIÈRES

**P**OUR une augmentation égale pour tous (15 francs de l'heure) l'unité s'est réalisée chez Chausson. Pendant quinze jours toutes les manœuvres se sont brisées

contre un bloc. Inorganisés, syndiqués de la C. G. T., de F. O. ou du C. A. S., tous les grévistes étaient inébranlables parce qu'unis.

Puis encore, ils avaient ressoué, pour le soutien de cette revendication, l'unité de tout le personnel de l'usine Chausson, qui débraya à plusieurs reprises A L'UNANIMITÉ, en riposte aux manœuvres patronales et aux opérations policières. Ils avaient obtenu la solidarité agissante des jeunes de l'École d'Apprentissage Chausson et celle des ouvriers de chez Ford à Poissy malgré une semaine de lock-out.

Combien cette combativité était différente du morne défilé du 1<sup>er</sup> mai. Des milliers et des milliers de travailleurs s'y rassemblèrent sans motif d'ordre de combat capable de ressouder leur unité.

Chez Chausson, au contraire, l'unité s'est réalisée non seulement entre ouvriers mais aussi avec les chefs d'équipes et contremaîtres? Non seulement ceux-ci apportèrent un large soutien financier aux grévistes mais, suivant l'exemple des apprentis, ils refusèrent, à l'unanimité, d'exécuter le travail de l'équipe en grève!

Avaient-ils donc des intérêts privilégiés dans cette grève? Favorisait-elle les échelons élevés de la hiérarchie?

Non, tout au contraire! Les 15 FRANCS POUR TOUS resserrent l'éventail des salaires. Et c'est, précisément, pour ce motif d'ordre que toutes les catégories se sont unies, résultant que la hiérarchie-division proposée

par les organisations syndicales n'avait pas obtenu depuis de longs mois.

Il n'y a aucun secret; l'unité de la grève Chausson c'est son mot d'ordre unificateur: L'AUGMENTATION ÉGALE POUR TOUS.

### Contre-Proposition

**L**E patron ne s'y est pas trompé. A la revendication unificatrice il a opposé une contre-proposition d'augmentation hiérarchisée de 3 %. Sa manœuvre de division ne réussit pas à entamer l'unité ouvrière.

Il fallut une conjonction des dirigeants de la C. G. T., du C. A. S., de F. O. et de la C. F. T. C., inspirés par le Ministre du Travail, pour réussir à torpiller la grève. Les staliniens CARN, Secrétaire des métaux de la région parisienne, et LAMOUR, ancien chef de cabinet de Croizat se chargèrent de l'opération. Pour cela le patron leur ouvrit largement les portes, et avec empressement.

Au bout du compte, la grève a été torpillée et les métallos de chez Chausson se sont vu frustrés de la victoire par leurs propres représentants.

Les yeux grands ouverts, mais impuissants à réagir, ils ont assisté à la trahison de leur combat.

Ils ont vu les chefs organisateurs de la FAVRE-BLEUETIÈRE.

(Suite page 4.)

### 1.500 NOUVEAUX LECTEURS

Pour le N° 230 déjà plus de 450 nouveaux lecteurs.

Depuis, la vente s'est encore augmentée pour les numéros 231 et 232. Mais il faut accroître l'effort car il ne reste plus que 4 numéros jusqu'à la fin de la campagne.

Militants, réalisez votre quota à l'usine, au bureau, trouvez de nouveaux lecteurs, déposez « LA VÉRITÉ » dans les kiosques.

Sympathisants, participez à la vente, achetez plusieurs numéros pour vos amis.

Il faut atteindre les 1.500 pour équivaloir le budget de « LA VÉRITÉ ».

### JE VENDS "LA VÉRITÉ" CHEZ BANAULT

30.000 ouvriers! Une véritable ville! Des files dans tous les coins! La discipline qui s'aggrave chaque jour!

Et pourtant la vente de « LA VÉRITÉ » augmente. Chaque copain de la cellule en vend au moins 10 dans son atelier. Des sympathisants lui font de la publicité en diffusant notre organe d'entreprise: « LA VÉRITÉ RENAULT » qui ainsi pénètre partout et par elle « LA VÉRITÉ » est de plus en plus connue... on se la repasse de main en main.

Chaque copain de la cellule a sa liste d'acheteurs et de sympathisants. A chaque sortie du journal, c'est une discussion avec chacun d'eux, des marques de sympathie.

D. RENARD.  
(Suite page 2.)

### Malgré l'effondrement du Kuomintang, Mao Tsé Tung cherche toujours un accord avec la bourgeoisie

**L**ES troupes de Mao Tsé Tung ont franchi le Yang Tse Kiang et ne tarderont guère à occuper Shanghai, la troisième grande ville du monde, après New-York et Londres. Les vantarides du bourreau Tchang Kai Chek ne peuvent dissimuler le complet effondrement du régime.

La défaite de Tchang Kai Chek c'est la défaite de l'impérialisme mondial. C'est ainsi que le capitalisme anglais, qui surexploite le peuple chinois depuis des années et des années doit aujourd'hui accepter sans pouvoir intervenir la destruction d'un navire de la marine royale, « l'Amerlyth ». Le colosse des Lingos peut enlever le droit de parole au leader stalinien Politkov, mais est impuissante en Chine.

Mais il ne suffit pas que l'impérialisme suisse des coups très durs, il faut encore qu'une politique révolutionnaire l'empêche de reprendre des forces. Or, comme ce fut trop souvent le cas depuis plus de vingt ans, la direction du P. C. chinois mène une politique qui tôt ou tard permettra à l'impérialisme et à la bourgeoisie chinoise de se ressaisir.

Mao Tsé Tung a su entraîner derrière lui les masses paysannes mais les ouvriers des villes gardent une attitude réservée, presque méfiante envers lui, bien que leur haine du régime du Kuomintang soit immense. De plus, Mao Tsé Tung n'appelle pas les ouvriers à l'action. Ses propositions aux organisations bourgeoises, ses « huit points » qui ne mettent pas en cause le régime capitaliste, ne stimulent

## Après le retour de Bao-Dat en Cochinchine Boycott de la guerre du Viet-Nam

Les travailleurs vietnamiens de Bias, Montagu, Remens, Cernay, Saint-Diz, Fayet, Le Câteau, Héricourt, Belfort, Solesmes, Queuleu, Lileos, Valenciennes, Châtellon, Maukege, Remiremont, Oltmerstieu, Dankeberg, Mazargues, Port-de-Bouc, Thiers, Pouxoux, Epinal et des travailleurs vietnamiens de chez Berliet à Lyon.

Après avoir approuvé le retour de Bao-Dat s'est rendu au Vietnam pour assurer l'exécution de son accord du 8 mars avec l'impérialisme français, est adopté à l'unanimité la résolution suivante:

Constant que:  
L'ex-Empereur Bao-Dat, tour à tour vaillet de l'impérialisme japonais, puis français, ne représente qu'une poignée d'exploiteurs et

de féodaux indigènes soucieux avant tout du maintien de leurs privilèges;  
L'accord Auriol-Bao-Dat n'accorde qu'une indépendance de façade destinée à duper le peuple du Viet-Nam comme celui de France. Derrière cette façade de pseudo-générosité, la domination et l'oppression impérialistes demeurent intangibles.  
C'est pourquoi les travailleurs vietnamiens dénoncent:  
1<sup>o</sup> L'accord Auriol-Bao-Dat qui n'est qu'une manœuvre de l'impérialisme français en vue de rétablir le colonialisme au Viet-Nam.  
2<sup>o</sup> Luttent fermement contre Bao-Dat et sa clique.  
3<sup>o</sup> Soutiennent de toute leur force la résistance du peuple vietnamien pour son indépendance totale.

### 10.000 travailleurs vietnamiens en grève

La Délégation générale des Travailleurs Vietnamiens en France communique:  
A la nouvelle du retour de l'ex-Empereur Bao-Dat au Viet-Nam, les 10.000 travailleurs vietnamiens cantonnés en France ont fait la grève

générale dans la journée du 27-4-49. Ils protestent énergiquement contre le retour de cet agent de l'impérialisme et déclarent soutenir de toutes leurs forces la résistance du peuple vietnamien pour son indépendance totale.

L'action que les travailleurs français doivent engager  
Nous republions la résolution de la Fédération de l'Éducation Nationale de l'Hérault, déjà reprise par les Enseignements de la Seine.  
Travailleurs, faites-la adopter dans vos entreprises et dans vos Syndicats.  
Le Conseil syndical de la F.E.N. autonome de l'Hérault, réuni le 10 mars 1949, constatant le grand nombre d'appels contre la guerre d'Indochine (en particulier ceux de la jeunesse démocratique, de la Ligue des Droits de l'Homme, de « Franc-Tireur » et de la Section de la Loire du S.N.I. qui demandait une campagne du S.N.I.),  
Salue tous les efforts pour mettre fin à ce massacre des vies humaines en Indochine, mais:  
1<sup>o</sup> Souligne énergiquement la responsabilité des classes capitalistes et spécialement du capital financier dans la poursuite de la guerre et la soumission de l'Etat aux désirs et aux ordres de la bourgeoisie impérialiste française.  
2<sup>o</sup> Estime qu'on ne lutte pas contre l'usage des armes par la seule mobilisation des consciences et qu'on ne saurait mettre fin à cette guerre que par une action concertée de la classe ouvrière, action concrète, directe et pluriélectorale.  
3<sup>o</sup> Demande que le S.N.I. et toutes les organisations qui s'affirment contre la guerre soient à la pointe de ce combat qui n'est autre qu'une forme de la lutte des classes;  
4<sup>o</sup> Insiste pour que, dans chaque

de fédéraux indigènes soucieux avant tout du maintien de leurs privilèges;

L'accord Auriol-Bao-Dat n'accorde qu'une indépendance de façade destinée à duper le peuple du Viet-Nam comme celui de France. Derrière cette façade de pseudo-générosité, la domination et l'oppression impérialistes demeurent intangibles.

C'est pourquoi les travailleurs vietnamiens dénoncent:  
1<sup>o</sup> L'accord Auriol-Bao-Dat qui n'est qu'une manœuvre de l'impérialisme français en vue de rétablir le colonialisme au Viet-Nam.  
2<sup>o</sup> Luttent fermement contre Bao-Dat et sa clique.  
3<sup>o</sup> Soutiennent de toute leur force la résistance du peuple vietnamien pour son indépendance totale.

L'action que les travailleurs français doivent engager  
Nous republions la résolution de la Fédération de l'Éducation Nationale de l'Hérault, déjà reprise par les Enseignements de la Seine.  
Travailleurs, faites-la adopter dans vos entreprises et dans vos Syndicats.  
Le Conseil syndical de la F.E.N. autonome de l'Hérault, réuni le 10 mars 1949, constatant le grand nombre d'appels contre la guerre d'Indochine (en particulier ceux de la jeunesse démocratique, de la Ligue des Droits de l'Homme, de « Franc-Tireur » et de la Section de la Loire du S.N.I. qui demandait une campagne du S.N.I.),  
Salue tous les efforts pour mettre fin à ce massacre des vies humaines en Indochine, mais:  
1<sup>o</sup> Souligne énergiquement la responsabilité des classes capitalistes et spécialement du capital financier dans la poursuite de la guerre et la soumission de l'Etat aux désirs et aux ordres de la bourgeoisie impérialiste française.  
2<sup>o</sup> Estime qu'on ne lutte pas contre l'usage des armes par la seule mobilisation des consciences et qu'on ne saurait mettre fin à cette guerre que par une action concertée de la classe ouvrière, action concrète, directe et pluriélectorale.  
3<sup>o</sup> Demande que le S.N.I. et toutes les organisations qui s'affirment contre la guerre soient à la pointe de ce combat qui n'est autre qu'une forme de la lutte des classes;  
4<sup>o</sup> Insiste pour que, dans chaque

entreprises et dans vos Syndicats.

Le Conseil syndical de la F.E.N. autonome de l'Hérault, réuni le 10 mars 1949, constatant le grand nombre d'appels contre la guerre d'Indochine (en particulier ceux de la jeunesse démocratique, de la Ligue des Droits de l'Homme, de « Franc-Tireur » et de la Section de la Loire du S.N.I. qui demandait une campagne du S.N.I.),  
Salue tous les efforts pour mettre fin à ce massacre des vies humaines en Indochine, mais:  
1<sup>o</sup> Souligne énergiquement la responsabilité des classes capitalistes et spécialement du capital financier dans la poursuite de la guerre et la soumission de l'Etat aux désirs et aux ordres de la bourgeoisie impérialiste française.  
2<sup>o</sup> Estime qu'on ne lutte pas contre l'usage des armes par la seule mobilisation des consciences et qu'on ne saurait mettre fin à cette guerre que par une action concertée de la classe ouvrière, action concrète, directe et pluriélectorale.  
3<sup>o</sup> Demande que le S.N.I. et toutes les organisations qui s'affirment contre la guerre soient à la pointe de ce combat qui n'est autre qu'une forme de la lutte des classes;  
4<sup>o</sup> Insiste pour que, dans chaque

exiger de tout parlementaire appartenant à un parti ouvrier;

l'engagement de voter contre les crédits de guerre, sous quelque forme qu'ils se présentent;

l'engagement d'intervenir pour que le gouvernement discute avec les représentants qualifiés du peuple vietnamien et non avec le souverain fantoche Bao-Dat;

Demander aux ouvriers de déposer dans leurs Syndicats, à quelque centrale qu'ils appartiennent, une résolution exigeant le boycott immédiat de tout envoi d'armes et munitions à destination d'Indochine.

Seule l'action de la C.G.T., de la C.G.T.-F.O., de la C.N.T., des Syndicats autonomes, seule l'action de toute la classe ouvrière interdisant l'envoi et le transport des armes peut être efficace. La parole est aux centrales ouvrières.

Intellectuels et ouvriers, les paroles ne suffisent pas, soyez les propagandistes des actes. La libération des travailleurs ne sera jamais que l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

1.500 nouveaux lecteurs

(Suite de la page 1)

La semaine dernière, un de nos camarades prit la défense de nos compagnons qui ont constamment chronométré en doses. Résultat : « PASSE-MOI DONC LE CA-NARD QUE TU DIFFUSES » et « LA VERITE » a coquis de nouveaux lecteurs.

LA CAMPAGNE

Résultat au Quota n° 230

Table with 2 columns: Region and Quota. Rows include ARDECHE, BOUC-DU-RHONE, CREUSE, DEUX-SEVRES, FINISTERE, GIRONDE, HERAULT, HAUTE-SAONE, LOIR-ET-CHER, LOIRE, LOIRE-INFERIEUR, MARNE, MEURT-ET-MOS., NIEVRE, NORD, ORNE, OISE, PUY-DE-DOME, RHONE, SARTHE, SEINE-ET-OISE, SEINE, TUNISIE, TARN-ET-GAR.

Ces résultats sont ceux des journaux PAYES. De nombreuses cellules payant avec un trop grand retard leur résultat ne peuvent être enregistrés. PAYEZ RAPIDEMENT TOUT VOTRE ARRIERE. Facilitez le travail de LA VERITE.

LE PROCHAIN TABLEAU DOIT ATTEINDRE LES 1000!

Diffusez et La Verité! Augmentez le nombre de ses lecteurs! Luttons pour le seul journal réellement internationaliste!

SOUSCRIPTION PERMANENTE DES AMIS DE "LA VERITE"

Région parisienne: Cell. Puteaux: carte n° 2291; 30 fr; n° 2293; 50; n° 2310; 100; n° 2308; 100; n° 2295; 50; n° 2300; 100; n° 2298; 100; n° 2292; 200; n° 2305; 50; n° 2286; 300; n° 2274; 100; Meye; 100; Sous: 160; - Cell. Champagnat: Une « Amie de La Verité »: 100; - Carte n° 2456; 80. Nantes: Cartes n° 2471; 50; n° 2478; 300; Carlos: 250. Goulette du 15° arrondissement: 1.030 fr. Total: 3.270 francs.

Mao Tse Tung cherche un accord avec la bourgeoisie

(Suite de la page 1)

lent pas la lutte des ouvriers des villes contre ce qui reste du régime du Kuomintang, bien au contraire.

Pour les stalinien, la Chine est un pays féodal. Une « longue période d'économie capitaliste constituée par une vaste petite bourgeoisie et une moyenne bourgeoisie, m'ém'e après la victoire de la révolution d'échelle nationale » est nécessaire. (Déclaration de Mao Tse Tung au C. C. du P. C. chinois, en 1947). En avril 1945, Mao Tse Tung avait déjà précisé que cette période de « nouvelle économie » durerait « plusieurs dizaines d'années ».

C'est là la politique que suivit le bourgeois libéral Sun Yat Sen au cours de la révolution de 1911 et que reprit le Kuomintang en 1925. A cette époque la direction stalinienne avait accueilli le Kuomintang comme parti sympathisant dans l'Internationale Communiste malgré l'opposition de Trotsky. Ni en 1911, ni en 1925, l'unification nationale ne fut réalisée. Ni la destruction de l'impérialisme ni l'amélioration du sort des masses ouvrières et paysannes ne furent obtenues. Les raisons qui ont provoqué ces résultats pendant 40 ans conduiront Mao Tse Tung à la faillite.

En effet, en Chine (sauf dans le Nord), il ne s'agit pas d'abattre la propriété féodale, mais de libérer de l'usure et des dettes les paysans très pauvres. Cette libération du paysan pauvre exige le combat non seulement contre quelques grands propriétaires fonciers, mais contre toute la bourgeoisie chinoise dont une des ressources principales est précisément l'usure imposée aux paysans. Cette même bourgeoisie, face à une énorme masse paysanne, cette bourgeoisie menacée par les revendications ouvrières, ne peut vivre qu'en se servant de l'impérialisme dont elle est essentiellement un agent commercial.

Les objectifs de la révolution bourgeoise ne peuvent donc être conquis que par la lutte contre la bourgeoisie et non par l'alliance avec celle-ci.

On objectera que les stalinien chinois, comme ceux des autres pays, ne s'embarassent pas de leurs propres formules et qu'ils « tourneront » comme en Europe Orientale, pour conserver leur contrôle sur le pays. Nul doute que Mao tse Tung le fera plus. Mais il est placé devant un tout autre problème. Dans les pays du glacis, il y avait un appareil d'Etat dont les stalinien ont pu s'emparer. C'est la présence ou la proximité des armées soviétiques qui rendit possible

LA VIE DU PARTI

NOTRE Comité Central s'est tenu les 23 et 24 avril à Paris. La première partie de l'ordre du jour fut consacrée à l'évolution économique et sociale de l'Europe centrale et orientale. Cette discussion prenait son point de départ dans la résolution et les amendements adoptés par le dernier Comité Exécutif de l'Internationale.

Au terme d'un long débat, le C.C. déclara la discussion ouverte dans le Parti qui a déjà en sa possession l'étude de E. Gorman parue dans la revue « IV<sup>e</sup> Internationale ».

Organisation

Dans la soirée de samedi, le C.C. a entendu un rapport d'organisation et il a enregistré les progrès modestes mais réguliers accomplis par l'organisation au travers de la première phase de la campagne pour le soutien de la « Verité » qui s'est terminée en dépassant les objectifs fixés, et du début de la seconde phase qui s'annonce également satisfaisante, ainsi qu'en font foi les coefficients publiés par ailleurs.

Aussi satisfaisants sont les résultats des « écoles » de militants et de cadres dont les derniers surtout ont été très suivies. Répondant au besoin ressenti par tous et à l'enthousiasme que les écoles ont suscité, le C.C. a adopté les plans d'une école de direction et d'un comité d'étés. En outre, une série de résolutions fut adoptée, tendant à l'amélioration de l'organisation de la direction, à la stabilisation financière du Parti et au développement du service de librairie et d'édition qui s'est révélé un instrument de travail indispensable.

La lutte contre la guerre, c'est d'abord la lutte contre la guerre d'Indochine

Durant la matinée et le début de l'après-midi du dimanche, le C.C. dis-

CERCLE LENINE à la Mutualité, rue St-Victor à 20 h. 30. Métro: Maubert. Le Vendredi 20 Mai

L'ALLEMAGNE d'après guerre par Pierre FRANK

Le Comité Central définit l'action du P. C. I. contre la guerre du Viet-Nam

Le Comité Central a décidé que notre parti accroît son aide financière au Secrétariat International. 1<sup>o</sup> Une cotisation mensuelle de 20 francs sera versée par chaque membre du parti; 2<sup>o</sup> Au mois de mai une contribution exceptionnelle sera demandée à tous les membres du parti au profit de l'Internationale.

Les sympathisants du parti sont appelés à participer à cet effort. Ils manifesteront ainsi concrètement leur attachement à l'Internationale prolétarienne.

C.C. est à débattre. Il décide, en outre, de demander à intervenir dans les « Congrès de la Paix » afin d'y faire entendre son point de vue.

La Jeunesse, flamme de la révolution

La discussion s'engage ensuite sur les problèmes du regroupement révolutionnaire de la jeunesse, exigeant, en aussi, de donner une réponse aux menées bellicistes. Le C.C. conclut en décidant de soutenir de toutes ses forces l'organisation internationale de la jeunesse, sur une base indépendante de toutes les organisations ouvrières, y compris de la IV<sup>e</sup> Internationale, persuadé qu'il est que, dans son action révolutionnaire, la jeunesse ne peut que retrouver la voie du bolchevisme et du léninisme.

Pour la reconstitution démocratique d'une C.G.T. unique

En séance de nuit, le C.C. terminait ses travaux en faisant le point sur le combat des militants trotskystes pour l'unité syndicale, et posa là encore les mots d'ordre capables de ressouder le front prolétarien

DOUAL. — De nouvelles adhésions ont été enregistrées et une cellule constituée.

REGION PARISIENNE. — Le n° 9 de « La Verité Chanson » est paru. Il contient les licenciements en réduisant le respect de la semaine de 40 heures. Souligne le caractère unitaire de l'augmentation égale pour tous sur laquelle 50 ouvriers se sont battus pendant plus d'une semaine. Son article leader proclame « Pour la Paix, Guerre au Capital ».

La cellule de l'usine a diffusé pendant la grève un tract appelant à la lutte sur le mot d'ordre de 15 francs d'augmentation pour tous mis en avant par les grévistes.

TRIBUNE DES JEUNES

Meeting commun contre les guerres coloniales

Les représentants des organisations de la Jeunesse Ouvrière d'Asnières, U.O.F., Jeunes G.S.T., M.L.A.J., M.R.J., C.I.A.F., F.S.G.T., ont décidé d'organiser en commun un meeting le jeudi 6 mai où sera posé le problème de la lutte contre la guerre et où seront recherchés les moyens d'une action commune. Voici l'Appel qu'ils ont adressé à la jeunesse d'Asnières:

A LA JEUNESSE D'ASNIERES

Les ruines de la dernière guerre ne sont pas reléguées que nous sommes menacés de nouvelles hécatombes dont nous, les jeunes, avons que nous serions les premières victimes.

Alors que parmi nous le souvenir de nos camarades morts au combat la liberté est toujours vivante, nous devons constater que des jeunes meurent encore au Viet-Nam, en Indonésie, en Grèce, en Espagne, en Palestine et que le deuil et la terreur s'étendent sur le monde.

VIN D'HONNEUR AUX CONSCRITS

Pour le départ de la classe 49, des jeunes de l'usine Chausson ont organisé un vin d'adieu pour leurs camarades conscrits. Une quinzaine de présents, dont un partait à l'armée. Les organisations syndicales de l'usine ne avaient apporté leur concours à cette petite manifestation de solidarité. Les jeunes qui restent à l'usine manifesteront leur soutien par l'envoi de colis, de lettres. Ainsi, grâce à la caisse du soldat, la volonté de la jeunesse qui veut isoler le jeune soldat pour mieux le mettre à son service sera déjouée. Sous l'uniforme, les jeunes ouvriers, liés à leurs camarades, resteront au service de leur classe.

LA VERITE ne se trouve plus dans les kiosques.

Si tu veux être assuré de la lire régulièrement. CAMARADE, ABONNE-TOI! PRIX DE L'ABONNEMENT 1 an (24 num.) France 200 fr. 1 an: Colonies, par avion: Afrique du Nord 300 fr. A. O. F. 440 fr. Indochine. 680 fr. 1 an: Etranger 350 fr.

Une page ignorée

AVRIL 1939 SUR LA LIGNE MAGINOT

La montée révolutionnaire, commencée en février 1934, atteignant son point culminant en 1936 par les grèves générales de France et de Belgique et par l'éclatement de la révolution espagnole, est terminée.

Trahie par la « pause » de Blum, par le fait savoir terminer une grève » de Thorez, la classe ouvrière française vient de subir un lourd échec avec la grève du 30 novembre 1938.

Trahie par la coalition républicaine des libéraux, des sociaux-démocrates, des staliniens des socialistes et du P.O.U.M., trahie par la non-intervention du Front populaire français et par les conditions contre-révolutionnaires imposées par la bureaucratie stalinienne en échange des promesses de livraisons d'armes, la révolution espagnole est écrasée dans le sang par les fascistes de France, d'Hitler et de Mussolini.

Et pourtant, dans cette situation de catastrophe, à quatre mois de l'éclatement de la guerre mondiale, des événements considérables vont se produire qui vont faire trembler les brigands impérialistes dans leurs culottes de peau.

Les dernières possibilités de compromis ont été épuisées entre le bloc « démocratique » Londres-Paris et l'axe fasciste Rome-Berlin. Le monde entier est armé jusqu'aux dents.

En France, le « Sauveur de la Paix » Daladier fait rappeler la classe 1936, libérée en octobre 1938. L'ordre de rappel porte « pour une durée de 15 jours ».

Arrivés dans leurs casernes, les réservistes commencent par être insultés par les G.D.V. bottés: « Finies les grèves, finie la guerre d'Espagne, maintenant on va vous mater! »

Les mater? Les quinze jours passés, pas de dissolution. Une circulaire minutieusement annoncée aux disponibles qu'ils seront maintenus pour une durée illimitée. Et aussitôt le mouvement éclate. D'abord à Strasbourg, où parti du 1<sup>er</sup> génie, il grève rapidement toute la garnison, puis les grosses places de couverture: Mohaenge, Sarebourg, Metz, etc. Dès la circulaire lue, les réservistes se répandent dans les cours des casernes, appuyés par les deux classes 37 et 38 (en activité), des meetings s'improvisent. Les réservistes font la grève de la faim. A Strasbourg, un officier qui veut être paternaliste, conseille aux soldats de manger cette bonne soupe, si bonne « qu'il n'en a pas la pareille chez lui », il reçoit le chaudron de soupe à travers la grille.

Le lendemain, au lieu de se rassembler, tous les soldats des casernes de la citadelle à Strasbourg sont couchés sur l'ergastule. Ni les ordres, ni les prières, ni les menaces, ni les « mots paternels » n'y font. La grève de la faim continue. Et cela dure quatre jours. A ce moment, l'Etat-Major réagit. Le 1<sup>er</sup> B.C.P., réveillé en pleine nuit, isolé par compagnie, est envoyé dans les Vosges pour un marche de 90 kilomètres. La brèche est créée. Les gardes mobiles stationnent entre les casernes. Les soldats sont divisés par pelotons, envoyés en corvées dans la campagne environnante. Il a manqué à ce mouvement formidable une organisation, même un schéma d'organisation. Peu à peu, les soldats sont remis au travail, au hasard, selon l'habitude militaire, on jette des « meneurs » en prison pour 30, 45, 60 jours. Les régiments sont scindés, en-

vois par petits groupes dans tous les petits patins de la « position » en Moselle où ils se sont parfois gardés par les nobles; on les mélange avec les troupes nord-africaines, tablant sur les différences de races et les difficultés de compréhension pour jeter ces exploités une contre les autres.

Tout n'est pas encore fini, sur les chantiers de la ligne Maginot, des unités entières de soldats font des journées complètes de grève. Certains, les plus dépourvus de perspectives, recourent à l'absence illégale sévèrement réprimée au retour.

Mais le mouvement meurt. La guerre impérialiste peut commencer. Elle éclate en septembre.

On atera que l'impérialisme allemand s'est bien gardé de se servir de ces événements dans sa propagande de veille de guerre. Il a trop craint que l'exemple ne se répande dans ses propres troupes.

Ce mouvement s'est passé au milieu du silence universel de la presse. Ni l'Huma, ni l'Avant-Garde n'ont écrit des mots. Seule une dépêche d'agence de quelques mots annonce qu'une certaine effervescence s'était produite dans l'Est. Seule la presse trotskyste lui consacra le maximum de ses publications. Mais la faiblesse de la diffusion ne permit pas d'alerter le prolétariat, mieux de lui donner une nouvelle confiance par l'exemple de la lutte de ses membres encasernés.

Il est aujourd'hui permis de supposer ce qu'un tel mouvement aurait pu contester s'il avait existé une presse, un parti révolutionnaire de masse. Mais en avril-mai 39, les soldats se sont battus seuls. Les liaisons qu'ils avaient avec leurs familles, leurs amis, les camarades du Syndicat ou du Club travailliste n'ont pu compenser le criminel silence de la grande presse ouvrière.

Mais même éparpillés, ce mouvement avait quand même réintégré la conscience de classe parmi les encasernés. Il était couronné à cette époque de s'appeler « camarade » et de traiter de « jeune » et de « vendu au capital » les petits mouchards de la J.O.C. et des organisations fascistes.

Au sein de ce mouvement énorme, le trotskisme joua un rôle qui dépassa de beaucoup ce que permettaient de supposer ses effectifs.

A Strasbourg, centre du mouvement, deux militants trotskystes regroupèrent en quelques heures une quarantaine d'ouvriers et de paysans en uniforme. Ce groupe édita des tracts à la main, les diffusa dans toute la garnison. Briés en plusieurs troupes par les mesures de l'Etat-Major, il devait se reconstruire en un point et au travers de la guerre, jusqu'en mai 1940, une division d'active transporta de la Belgique à la Belgique un fort groupe de soldats révolutionnaires le premier soviétique français de cette guerre. Ce groupe fut dispersé par le départ pour les camps d'internement allemands. Là encore, l'impérialisme allemand a rendu un service à l'impérialisme français.

BENCLÉ PERMANENCES DU PARTI

Paris. — La permanence se tient désormais les mardis, mercredis, vendredis et samedis, de 16 à 19 heures, 19, rue Daguerre, Paris (14<sup>e</sup>) (au fond de la cour). Tél.: Suf. 62-31.

CELLULE CHAUSSON. — Tous les mardis, de 18 h. 30 à 19 h. 15, au Centre administratif d'Asnières (Salle 2).

Tarascon. — Le samedi, de 14 à 17 h. et le dimanche matin, de 10 à 12 heures, 3, rue du Docteur-Barberis.

Nantes. — « La Verité » est vendue le dimanche matin au marché du Bouffay, par les militants du P.C.J.

BREST. — Ecrire à Alain Le Chink, 13, place Maréchal-Foch, Kérébezon-Saint-Pierre.

Quimper. — S'adresser à Bob Trévien, Grande-Rue, Kerfeunteun, Saint-Etienne.

Saint-Etienne. — Le samedi de 18 h. à 19 heures, Café Bassat, place du Peuple.

Hérault. — S'adresser à Maurice Barquière, 2, rue Sainte-Catherine, Montpellier.

LA KERMESSE DU R. P. F.

MALGRÉ une débâche d'affiches, le général n'avait pas attiré la grande foule au Bois de Boulogne où se tenait la kermesse du R.P.F. Dans une atmosphère de Foire du Trône... en moins réussi... quelques centaines de fascistes authentiques côtoient les chiens de luxe de ces dames, des petits commerçants et des ménages déshabillés qui poussent des voitures d'enfants. Si l'on ajoute à cela quelques ivrognes, on a une idée assez exacte du public que Le Russelement appelle « le peuple de Paris ».

Dans le discours politique de l'aspirant Badinquet, rien de neuf: élimination des « séparatistes », association du capital et du travail, attaques contre le gouvernement, nécessité de « préparer la défense nationale » en vue de la guerre contre l'U.R.S.S. Beaucoup de prudence en ce qui concerne le Pacte Atlantique. Comment, en effet, l'attaquer, alors que la bourgeoisie, dans son ensemble, n'a plus d'espoir que dans l'impérialisme américain? Cependant, le ton du discours est assez amer: « Voulez-vous vivre avec moi? », demande le général. Mais personne ne lui répond, à la fin du discours, la brigade des acclamations chantera « La Marseillaise ».

Malgré son désir de noyer dans sa kermesse le 1<sup>er</sup> mai, journée de lutte internationale des prolétaires, le R. P. F. n'aura rassemblé au Bois de Boulogne qu'une foule moutonnaire de petits bourgeois réactionnaires assaisonnés d'une bande de nervis fascistes.

# La lutte pour la paix sans action révolutionnaire n'est qu'une phrase creuse et mensongère (Lénine)

## De la colombe de Picasso à la prose d'Aragon

L'expérience n'apprend rien aux stalinistes. En août 1932 un Comité d'initiative qui comprenait Romain Rolland, Émile Loraux, Miss Sun Yat Sen, Michel Karolyi, Henri Barbusse, etc., avait réuni à Amsterdam « un grand Congrès mondial contre la guerre ».

Nous étions alors en pleine « Troisième Période » et le langage des stalinistes n'était pas les expressions « gauchistes » et les termes de « lutte des classes ».

Ainsi ils avaient osé inclure encore à cette époque, dans la résolution finale de ce Congrès une phrase indiquant que « lutter pratiquement contre la guerre, cela signifie lutter immédiatement contre les gouvernements impérialistes qui travaillent ».

meilleur moyen pour semer la confusion dans la conscience révolutionnaire de la classe ouvrière. A la place du mot d'ordre pour une Internationale des républiques révolutionnaires des ouvriers, on substituait le mot d'ordre d'une association internationale des fausses démocraties, qui peut se réaliser par la coalition entre le prolétariat et la bourgeoisie ».

La PROPAGANDE POUR L'O.N.U. et pour l'idée d'une COHABITATION POSSIBLE, du socialisme et du capitalisme est le meilleur moyen d'étriquer l'arme de la lutte des classes du prolétariat contre le capitalisme et de préparer la nouvelle guerre que ce régime prépare inexorablement.

Mais ce n'est pas tout.

Le Manifeste de Pleyel, véritable charité de la confusion que le stalinisme entretient parmi les masses, abonde en idées et formules fausses.

chère aux pacifistes des petites nations, qui ne lavorisent même s'il était possible de le réaliser — que la nation la plus industrialisée et par conséquent la plus capable à armerait égal de dépasser le plus vite, une fois la guerre commencée, toutes les autres nations.

Le Manifeste annonce la constitution d'un « véritable Comité International des hommes de culture et des organisations démocratiques pour la défense de la Paix dans le Monde », qui fera « passer sur ceux qui veulent la guerre, la menace permanente de la force populaire capable d'imposer la Paix ».

« Si les travailleurs font confiance à la menace » que ce Comité représente pour l'impérialisme, ils trahissent inévitablement vers une catastrophe sans précédent: celle de la troisième guerre mondiale dont le souffle dispersera aux quatre coins du monde, les nouveaux Don Quichottes de la Paix.

Mais c'était tout. L'ensemble de la résolution se maintenait dans une confusion complète quant aux causes véritables de la guerre et aux moyens de la combattre. Le seul but réel du Congrès était « d'attirer dans un mouvement de salut universel des hommes encore indécis », savants, artistes, politiciens, petits bourgeois et autres « pacifistes » de ce genre.

Il dénonce le réarmement de l'Allemagne Occidentale et du Japon, où les bourgeois du monde ont retrouvé leurs armes », mais non pas le régime capitaliste dans son ensemble où les « bourgeois du monde » retrouvent constamment leurs armes.

Il demande le « désarmement », et « exige » « la limitation des forces armées des grandes puissances », et réchauffe ainsi cette vieille illusion réformiste du « désarmement ».

Pour lutter contre la guerre, il faut continuer à se souvenir des paroles de Lénine: « Une des formes de l'impérialisme de la classe ouvrière est représentée par le pacifisme et la propagande abstraite de la Paix ».

Toute propagande pour la Paix sans appel à l'action révolutionnaire des masses ne fait rien d'autre que de semer des illusions, compromettre le prolétariat en lui suggérant d'avoir confiance dans l'humanité de la bourgeoisie et de faire de lui un simple jouet entre les mains de la diplomatie secrète des puissances ».

Un an plus tard se réunissait à Paris le Congrès de la Salle Pleyel, « contre le fascisme et la guerre ».

Alertés par la victoire d'Hitler, les stalinistes étaient en train d'accomplir un virage complet de leur politique antérieure de la « troisième période » et de passer à celle de « Front Populaire », c'est-à-dire à la collaboration pure et simple avec la bourgeoisie « libérale » genre Parti Radical de France. Le Congrès Pleyel de 1933 adopta une résolution encore plus confuse et opportuniste que celle du Congrès d'Amsterdam appelant à un rassemblement universel de « toutes les bonnes volontés » pour « barrer la route au fascisme et la guerre ».

Il dénonce le réarmement de l'Allemagne Occidentale et du Japon, où les bourgeois du monde ont retrouvé leurs armes », mais non pas le régime capitaliste dans son ensemble où les « bourgeois du monde » retrouvent constamment leurs armes.

Il demande le « désarmement », et « exige » « la limitation des forces armées des grandes puissances », et réchauffe ainsi cette vieille illusion réformiste du « désarmement ».

Pour lutter contre la guerre, il faut continuer à se souvenir des paroles de Lénine: « Une des formes de l'impérialisme de la classe ouvrière est représentée par le pacifisme et la propagande abstraite de la Paix ».

Toute propagande pour la Paix sans appel à l'action révolutionnaire des masses ne fait rien d'autre que de semer des illusions, compromettre le prolétariat en lui suggérant d'avoir confiance dans l'humanité de la bourgeoisie et de faire de lui un simple jouet entre les mains de la diplomatie secrète des puissances ».

## Les "hommes libres" et les "sectaires"

L. E. R. D. R., fondé il y a un peu plus d'un an avec la prétention d'être l'expression de millions d'hommes libres et refusant de s'intégrer dans l'un ou l'autre bloc, a servi, en France, d'organisateur d'une « journée » au service de Wall Street. Parmi ses quelques centaines d'adhérents, beaucoup se demandent comment cela a pu se produire.

Divers éléments entrent en cause. Certains ont vu la part importante prise par M. Rousset. Certes, le rôle de l'individu n'est pas négligeable. Une étude psychologique du développement de M. Rousset montrerait le jeune socialiste amateur de 1933 se tournant d'abord vers les trotskystes, puis à son retour du camp de concentration se créant une notoriété par des livres dont il serait difficile de sous-estimer l'impact mais également erroné de surestimer la valeur. Enfin sa veine littéraire épuisée, M. Rousset se lance à corps perdu dans une politique non de principes mais de circonstances, destinée à manier les masses. La classe magistrale qu'il vient de recevoir diminuea l'impact de son rôle à l'Ecole de Washington. Mais la psychologie a joué dans un développement social donné.

Autrement dit, c'est sous la direction de Staline que se réalise le socialisme.

Et cela malgré le régime policier de Staline et les camps de concentration dont M. Rousset n'était pas ignorant.

Le changement de conviction de David Rousset se procède d'aucune analyse; il a été le fait du petit bourgeois qui cède à la pression la plus forte. En 1943, le stalinisme était en pleine ascension, aujourd'hui c'est de Wall Street que souffle le vent le plus fort.

M. Rousset voit les masses travaillées à travers les appareils bureaucratiques qui dirigent leurs organisations. Hier, c'était Thorez et C. Aujourd'hui la démocratie américaine permet, sous défilé dans « France-Terre », à MM. Dubinsky et Rescher de défendre les intérêts des travailleurs. Quelqu'un qui s'y connaît tout autant que M. Rousset, en l'occurrence le membre de la Cour Suprême de Justice des Etats-Unis, Douglas, exposé au Congrès du C. I. O. en décembre dernier, la nécessité pour l'impérialisme américain d'utiliser ces Messieurs Rescher, Murray, Rescher, Dubinsky, pour faire travailler les travailleurs d'Europe ce que les diplomates traditionnels du State Department sont incapables de leur administrer.

## Les variations de M. Rousset

En 1945, M. Rousset était revenu faire un petit tour dans le P. C. I. Il y présentait une thèse dont le thème essentiel était le suivant: « Le bureaucratisme soviétique se trouve aujourd'hui dans les actes contraires... de poser et de réaliser la révolution socialiste à l'étranger... Dans la nouvelle phase où nous sommes entrés (les forces économiques soviétiques) représentent la seule garantie réelle, efficace, de la révolution socialiste dans le monde ».

## Une nouvelle politique

Nous ne pouvons, dans cet article, examiner l'évolution de tous ceux qui rejoignent le R. D. R. Notamment celle des intellectuels comme Sartre et Merleau-Ponty. Opposés à la société capitaliste, ils se heurtent aux méthodes stalinistes et ils se trouvent, en l'absence d'un mouvement révolutionnaire puissant capable d'éclairer leur route, dans une impasse.

Mais voyons l'évolution de ceux qui ont quitté le P. C. I. et qui, aujourd'hui, s'indignent de voir quelques-uns de leurs leaders, tout haute bue, au service de Wall Street.

## COLVIN R. DE SILVA, DEPUTE DE CEYLAN

évincé du Congrès de Pleyel...

Quand je suis arrivé au Congrès de la Paix, j'ai demandé au service d'ordre de me dire où je pouvais obtenir une carte de délégué. On

...déclare à la Sorbonne

Je partis comme membre du Congrès des peuples et représentant du Parti bolchevique Samasamajit, section cinghalaise de l'IV<sup>e</sup> Internationale, pour un congrès révolutionnaire et un bolchévique.

On m'a refusé l'entrée au Congrès des partisans de la paix parce que je suis un trotskyste. Le Congrès des partisans de la paix a été ainsi révisé comme étant le Congrès des stalinistes.

de déjouer les manœuvres de l'impérialisme américain, tout en combattant le bureaucratisme. Mais certainement pas par les méthodes des stalinistes et de leurs amis. Certainement pas en tenant des Congrès pour la paix ou contre la guerre. Si nous voulons la paix, il faut organiser la guerre contre l'impérialisme et la lutte contre le stalinisme.

On ne peut le faire en opposant un bloc à l'autre. On peut le faire seulement par les méthodes de la lutte des classes.



Cette Journée est organisée contre la dictature. Nous sommes contre la dictature de la bourgeoisie et pour la dictature du prolétariat.

Nous sommes pour un Etat ouvrier contre un Etat capitaliste. C'est pourquoi nous disons que la défense de l'U. R. S. S. est le devoir de toute organisation ouvrière. Mais dans l'Etat ouvrier nous sommes pour la démocratie ouvrière.

A bas la dictature de la bureaucratie soviétique. Vive l'Etat ouvrier.

Le renversement de la bureaucratie stalinienne en U. R. S. S. ne peut être laissé aux ennemis de classe. C'est la tâche du prolétariat que le stalinisme dupé et des masses coloniales qu'il trahit.

m'adressa alors à un bureau où l'exécutif nous mandait et ma demande. J'insistai pour voir le Comité ou tout autre organisme du Présidium ou du Secrétariat. Il me fut répondu que les instructions étaient de renvoyer chaque personne au chef de la délégation représentant son pays. Etant donné qu'un Cinghalais siègeait au Présidium, je demandais à le voir. On me répondit alors que c'était impossible de l'atteindre, car il était à la tribune, et demandais à lui remettre un message et lui fit parvenir en conséquence deux notes séparées. On me dit de revenir à 14 h. 30 pour la réponse.

L'impérialisme américain rétabli l'impérialisme français au Viet-Nam et le hollandais en Indonésie.

A bas l'impérialisme américain, dernier soutien de l'impérialisme mondial!

Le devoir de tous les peuples opprimés est

Quand je revins, on me fit attendre le Cinghalais du Présidium au Foyer. Il devait me voir avant que la session de l'après-midi ne commence.

## Jacques Privas parle au Vel' d'Hiv'

Mais le Cinghalais attendu ne se présenta pas et les sonnettes appelaient bientôt les délégués pour la session de l'après-midi. Comme j'insistais à nouveau, on me dit: « Nous regrettons, ce délégué est au Présidium et on ne peut l'atteindre. » Je demandais alors à lui transmettre un autre message. Ma nouvelle note fut acceptée.

Nous reproduisons le discours de Jacques Privas, Secrétaire général du P. C. I., au Velodrome d'Hiver. Les « démocrates » de la tribune qui avaient dû lui accorder cinq minutes, l'interrompirent après le premier paragraphe en prétendant qu'il

avait dépassé son temps. Dans la salle, d'autres défenseurs de la liberté commencèrent à hurler et au deuxième paragraphe on coupa le micro... Il est vrai que ces « hommes libres » défendent la « démocratie américaine » et non la démocratie ouvrière!

Notre parti a demandé aux organisateurs de cette Conférence le droit d'exposer notre point de vue comme il l'avait demandé aux organisateurs stalinistes du Congrès de Pleyel.

Les deux nous ne sommes pas d'accord avec leurs principes. La démocratie dont on parle tant ici consiste pourtant à laisser s'accorder non seulement ceux qui sont d'accord, mais aussi ceux qui ne le sont pas.

Et comment pourrions-nous donner notre adhésion à cette conférence? Comment pourrions-nous croire aux principes de ces organisateurs? Ils disent qu'ils luttent contre la dictature et sur cette tribune. Deux, ancien ministre de l'Intérieur, qui faisait matriquer nos maoïstes de protestation contre la guerre d'Indochine, et un député M.R.P. qui, entre deux votes des crédits militaires, vient ici palabrer sur la paix et la liberté.

Une demi-heure après on me prévint que: « Le délégué de Ceylan n'était pas à sa place et qu'on ne pouvait le trouver. » Ce gentleman était vraiment mystérieux et fuyant.

Mes nouvelles instances pour voir quelqu'un du Secrétariat furent aussi vaines.

Comment croire Rousset lorsqu'il parle de lutte contre le capitalisme? Dans « France-Terre », et bien sûr, il exalte la démocratie américaine. Et bien sûr, elle est encore démocratique, mais c'est tout de même une démocratie. Le capitalisme américain se préoccupe de la guerre non pour la liberté, mais pour le pétrole, les puits de pétrole, des marchés et des esclaves coloniaux. Comme en 1914 ou en 1945, la guerre pour la liberté est la guerre pour les marchés de canon. Le capitalisme américain soutient l'impérialisme français et japonais qui oppriment 1 milliard 500 millions de coloniaux.

Je ne doute pas que si je fus ainsi traité pendant cinq heures, c'est parce que les dirigeants du Congrès avaient que j'étais trotskyste et qu'ils voulaient m'éliminer. Ils ne voulaient pas opposer un refus direct à ma demande, c'est pourquoi ils se livrèrent à ce petit jeu. Mais il est clair que mon élimination du Congrès fut un acte politique. La preuve a

Nous, trotskystes, nous disons: seule l'action de la classe ouvrière contre le capitalisme peut être efficace contre la guerre et

## PLEYEL 1933

Nous savons que cette politique a amené la défaite de juin 36 en France et celle de la Révolution Espagnole. Dalsidier au pouvoir et finalement la guerre en 1939.

Le « mouvement de salut universel » des pacifistes petits bourgeois que les stalinistes avaient réussi à mettre sous leur coupe à travers les Congrès « pour la Paix » s'avéra, comme de bien entendu, totalement incapable de jouer d'autre rôle, que de servir à saboter en définitive l'organisation et l'action indépendante des masses travailleuses pour lutter contre le régime capitaliste et le renverser.

## PLEYEL 1949

Dix-sept ans après le Congrès d'Amsterdam, les stalinistes rétinèrent à Paris la même mascarade du rassemblement universel des « pacifistes » petits bourgeois, appelés à dresser le pitoyable barrage de leur philo-sophie creuse face à la nouvelle marche du capitalisme vers la guerre.

La résolution finale du « Congrès Pleyel » de 1949, qui « nous obtint une touchante unanimité allant du Patriarche Nicolas à la Reine Elisabeth de Belgique, en passant par Laurent Casanova, membre du C.C. du Parti Communiste Français, illustre dans chacune de ses phrases l'inévitable confusion d'idées que le stalinisme introduit dans cette masse des petits bourgeois pacifistes.

Examinons de plus près le manifeste rédigé dans le plus pur style de la prose aragonienne.

Il n'y a pas une seule phrase, un seul mot dans tout ce texte grandiloquent et creux, qui dénonce même indirectement le régime capitaliste comme la véritable cause de la guerre et qui appelle les masses à organiser la lutte contre ce régime.

D'après ce texte, « il y a actuellement danger de guerre, cela est causé par le fait » qu'on a déchiré les accords passés entre les grandes puissances qui affirmaient la possibilité de coexistence de systèmes sociaux différents, qu'on « a déchiré » aussi « la Charte des Nations Unies ».

A telle cause, le remède est tout indiqué: renforcer l'O.N.U., défendre la Charte des Nations Unies, appliquer les accords passés entre les grandes puissances (Yalta, Potsdam).

## RENFORCER L'O. N. U.

Ceci s'inscrit complètement dans la politique générale du Kremlin qui ne vise à autre chose qu'à utiliser la pression des masses pour amener l'impérialisme à marchander un compromis avec lui.

Mais quel rapport existe-t-il entre ce remède contre la guerre, et la lutte réellement efficace contre cette dernière?

L'O.N.U. et la Charte des Nations Unies changent de guerre, cela est causé par le fait qu'on a déchiré les accords passés entre les grandes puissances qui affirmaient la possibilité de coexistence de systèmes sociaux différents, qu'on « a déchiré » aussi « la Charte des Nations Unies ».

Dans les thèses du 1<sup>er</sup> Congrès de la 1<sup>re</sup> Internationale Communiste, Lénine a écrit au sujet de la S.D.N.:

« La propagande pour la S.D.N. est le

## Mise au point

Au nom du Comité d'Organisation du Rassemblement R.D.R., Paul Parisot répondit à notre demande d'intervention:

« Seules les personnalités et organisations reconnues effectivement par l'organisation de cette journée, parce qu'elles en approuvaient le but général et la méthode, s'exprimeront dans le cadre de la Journée Internationale. »

Cette réponse donne une idée de la démocratie qui régit dans ces assises et aussi des falsifications dont les organisateurs ont été capables. En effet, la mise au point suivante s'impose: les organisations « démocratiques » leur participation à une garantie totale d'expression et à une liberté totale en ce qui concernait les buts de la réunion.

L'Humanité peut écrire à longueur de colonnes: « Les trotskystes du R.D.R. », les militants ouvriers honnêtes ne s'y trompent pas. Ils savent que ces individus n'ont rien de commun avec le mouvement ouvrier révolutionnaire.

Pierre FRANK.

L'AUGMENTATION égale pour tous

(Suite de la page 1)

scission syndicale s'UNIR entre eux pour dévoter les grévistes.

Premier indice

LES ouvriers de chez Chaouss n'ont pas obtenu la victoire que leur mouvement pouvait arracher. Mais la grève Chaouss dépasse de loin les 40 grévistes, dépasse de loin l'usine, dépasse même le cadre de la métallurgie parosienne. Torgillie, elle reste un événement important pour tous les travailleurs.

D'abord, c'est la première manifestation, depuis la défaite des mineurs, d'un front prolétarien qui se resoude, qui communique et reprendre plus de cohésion face au patronat. Dans l'usine l'unité des organisations syndicales s'est réalisée par tous les travailleurs.

Ne nous y trompons pas; ce n'est pas un accident sans lendemain. C'est l'indice que la classe ouvrière dans son ensemble commence à se relever des coups qu'elle a reçus et qu'elle se prépare à engager de nouvelles luttes.

Ensuite la grève Chaouss, malgré son échec, retient comme un appel à l'Unité pour l'AUGMENTATION EGALE POUR TOUS en accomplir sur le minimum vital de 24.000 francs.

Sur quel démarcra la lutte: sur les 15 fr.? Sur une revendication plus élevée? La réponse sera donnée dans l'action; tout dépendra de l'ampleur de cette action.

Que les travailleurs de toutes organisations ou inorganisés en décident eux-mêmes dans une libre discussion. L'important n'est d'avoir trouvé le bon chemin, la revendication juste: l'augmentation égale pour tous. L'important c'est, grâce à elle, de surmonter la division syndicale et la hiérarchie-division.

En ressassant l'unité ouvrière ce mot d'ordre peut être le coup d'arrêt à nos attaques patronales. Il peut ouvrir la route vers une lutte générale pour le véritable minimum vital et les 40 heures inclus dans des conventions collectives nationales.

Il est l'arme de lutte contre le chômage et contre la répression bourgeoise.

Mieux que toutes les mascarades pacifistes, il déjoue les plans de guerre, en portant des coups efficaces au capitalisme fauteur de guerre.

Dans leur union pour l'augmentation égale pour tous, les travailleurs peuvent trouver les forces vives qui briseront le gaullisme en réduisant à néant ses bandes factives; et celles nécessaires pour rétablir le véritable minimum vital et les 40 heures inclus dans des conventions collectives nationales.

Il est l'arme de lutte contre le chômage et contre la répression bourgeoise.

Mieux que toutes les mascarades pacifistes, il déjoue les plans de guerre, en portant des coups efficaces au capitalisme fauteur de guerre.

Dans leur union pour l'augmentation égale pour tous, les travailleurs peuvent trouver les forces vives qui briseront le gaullisme en réduisant à néant ses bandes factives; et celles nécessaires pour rétablir le véritable minimum vital et les 40 heures inclus dans des conventions collectives nationales.

Il est l'arme de lutte contre le chômage et contre la répression bourgeoise.

Mieux que toutes les mascarades pacifistes, il déjoue les plans de guerre, en portant des coups efficaces au capitalisme fauteur de guerre.

Dans leur union pour l'augmentation égale pour tous, les travailleurs peuvent trouver les forces vives qui briseront le gaullisme en réduisant à néant ses bandes factives; et celles nécessaires pour rétablir le véritable minimum vital et les 40 heures inclus dans des conventions collectives nationales.

Il est l'arme de lutte contre le chômage et contre la répression bourgeoise.

Mieux que toutes les mascarades pacifistes, il déjoue les plans de guerre, en portant des coups efficaces au capitalisme fauteur de guerre.

Dans leur union pour l'augmentation égale pour tous, les travailleurs peuvent trouver les forces vives qui briseront le gaullisme en réduisant à néant ses bandes factives; et celles nécessaires pour rétablir le véritable minimum vital et les 40 heures inclus dans des conventions collectives nationales.

Il est l'arme de lutte contre le chômage et contre la répression bourgeoise.

Mieux que toutes les mascarades pacifistes, il déjoue les plans de guerre, en portant des coups efficaces au capitalisme fauteur de guerre.

Dans leur union pour l'augmentation égale pour tous, les travailleurs peuvent trouver les forces vives qui briseront le gaullisme en réduisant à néant ses bandes factives; et celles nécessaires pour rétablir le véritable minimum vital et les 40 heures inclus dans des conventions collectives nationales.

Il est l'arme de lutte contre le chômage et contre la répression bourgeoise.

Mieux que toutes les mascarades pacifistes, il déjoue les plans de guerre, en portant des coups efficaces au capitalisme fauteur de guerre.

Dans leur union pour l'augmentation égale pour tous, les travailleurs peuvent trouver les forces vives qui briseront le gaullisme en réduisant à néant ses bandes factives; et celles nécessaires pour rétablir le véritable minimum vital et les 40 heures inclus dans des conventions collectives nationales.

Il est l'arme de lutte contre le chômage et contre la répression bourgeoise.

Mieux que toutes les mascarades pacifistes, il déjoue les plans de guerre, en portant des coups efficaces au capitalisme fauteur de guerre.

Dans leur union pour l'augmentation égale pour tous, les travailleurs peuvent trouver les forces vives qui briseront le gaullisme en réduisant à néant ses bandes factives; et celles nécessaires pour rétablir le véritable minimum vital et les 40 heures inclus dans des conventions collectives nationales.

Il est l'arme de lutte contre le chômage et contre la répression bourgeoise.

LES OUVRIERS DE CHEZ RENAULT VEULENT en finir avec les cadences infernales

Si les ouvriers de chez Renault ont été souvent fois à la pointe du combat pour les revendications de la classe ouvrière, Lefaucheux, quant à lui, est à la pointe du combat contre les ouvriers.

Les mesures disciplinaires s'accroissent, la moque des files est un avant-goût de la haine périodique 1930-1934. Les amendes pleuvent sur les ouvriers. Les retards sont sanctionnés. Mais le fait, de loin le plus important, est l'offensive de grand style contre les temps.

A la 4 C.V. les chronomètres descendent tous les jours dans les chaînes pour tenter de faire baisser les temps. On voit quelquefois des délais pour l'usinage de pièce passer de 2 minutes 10 centièmes au 70 centièmes, c'est-à-dire diminué de 2/3. Au décolletage, aux opérations pressées, à la confection, la même opération est réalisée sous des formes diverses. Dans les ateliers d'outillage, par une pression de la main, les ouvriers se voient contraints de régler à 145 % de production, premier pas vers une baisse des temps qui s'amorce déjà dans certains ateliers.

Et tout dernièrement, une tentative est faite sur une chaîne de montage de la voiture C.V., pour faire passer la production de 200 à 250 voitures par jour sans, naturellement, augmenter proportionnellement le personnel.

Une telle offensive ne va pas sans résistance de la part des ouvriers. Des débrayages partiels et limités ont eu lieu, mais Lefaucheux reste inflexible. Son argument « décisif » est la répartition des bénéfices.

Aussi avait-il fixé au mois d'avril, la date limite pour faire connaître au personnel le quota des sommes réparties. Le mois d'avril vient, les bénéfices... point.

La C. G. T. rejetant, justement, cette forme paternaliste de rémunération, réclamait un rappel de salaire depuis 1948. Un front unique fut constitué et est dirigé par C. G. T., C. F. T. C., F. O., et C. G. C. pour aboutir... à une délégation commune au Ministère de la Production Industrielle. Cette action qui eut autant d'effet qu'un caillou sur une jambe de bois n'empêcha pas Lefaucheux: 1° de donner 300 millions à l'Etat-patron; 2° d'accroître artificiellement 300 millions aux ouvriers avec une répartition naturelle hiérarchisée (ce qui fait qu'1/50° du « personnel » se répartit 150 millions); 3° de laisser le reste, et quel reste! comme provision;

4° et enfin de dire aux ouvriers que les sommes accordées leur seront payées fin mai. Une telle façon de procéder ne peut nous satisfaire.

Nous rejetons la répartition des bénéfices qui n'est qu'une façon camouflée d'attacher l'ouvrier à l'usine et de le pousser à la production.

Nous demandons, avec la C. G. T., le rattachement des salaires par rapport à l'écart entre ce que nous touchons et le minimum légal auquel nous aurions normalement droit.

Nous demandons une augmentation de salaire égale pour tous et si, pour ce faire, le front unique est nécessaire, que ce ne soit pas un scandale à l'image du

Quatre grandes entreprises se partagent le monopole de la reconstruction: Mare, Corre, Barbet et Auffer. Bien que cela soit interdit, les quatre grands, après avoir fait les marchés, fournissent le gros matériel nécessaire à des sous-traitants qui apportent le petit matériel. Les gens du Bâtiment sont ainsi exploités par deux patrons. Soulagons que les architectes s'octroient 46 % des crédits alloués, en principe pour surveiller et contrôler les travaux, en fait pour ne rien faire du tout. C'est la foire d'empoigne!

Ce que les « 4 Grands » et les architectes n'avaient pas, revient aux sous-traitants petite entreprise qui, pour sortir de leurs frais généraux et réaliser un bénéfice, exploitent au maximum les ouvriers qu'ils emploient et fournissent du travail de très mauvaise qualité. Ce sont les sinistres qui en pâtissent. Les grandes maisons dites I.S.A.I. (10 à 20 millions chacune) sont des modèles de mal-façon et seront inhabitables dans quelques années.

C'est un scandale, travailler ainsi, me dit un vieux compagnon, la main-d'œuvre dans l'ensemble n'est pas qualifiée (source d'économie pour le patron), elle est employée à la tâche et le travail est bâclé, les matériaux responsables ne viennent jamais contrôler les travaux. Les sinistres rejettent leur rancœur sur les ouvriers du Bâtiment alors que ces derniers ne sont pas responsables de leurs conditions de travail. Les sinistres et les ouvriers du Bâtiment devraient organiser eux-mêmes la reconstruction. Les petites Entreprises n'ont plus leur raison d'être, elles ne répondent pas aux besoins de la construction moderne. D'ailleurs, elles disparaissent les unes après les autres et leurs patrons deviennent des prolétaires.

Il faut que les ouvriers s'adressent à ces petits patrons camarades en famille et les appellent à venir lutter avec eux dans les Syndicats contre les gros patrons et le système capitaliste. Les grosses entreprises qui, pour le plaisir, ont réalisé d'énormes bénéfices sous l'occupation nazie en construisant le mur de l'Atlantique doivent être expropriées aujourd'hui afin de financer la reconstruction. Ceux qui ont aidé à détruire doivent reconstruire. Il n'y a de solution dans ce domaine que dans la NATIONALISATION RÉELLE de toutes les entreprises du Bâtiment, SANS INDEMNITÉS NI RACHATS.

Les tranches de crédits sont très minces et vite épuisées. Il se trouve que le chômage se vit particulièrement pénible pour les gens du Bâtiment. La menace est constamment pendue sur leur tête et pour ne pas

Volonté de combat chez les Instituteurs

La lutte chez les Instituteurs est en cours. Une grande volonté de combat anime la grosse majorité des Instituteurs de la Seine pour faire échec aux manœuvres du Ministère des Finances refusant de révaloriser leurs indemnités départementales. Je vous enverrai pour le prochain numéro de « La Vérité » le compte rendu de l'action entreprise.

L' "UNITÉ POSTALE" soutient la résolution des enseignants de l'Intravail

La Fédération de l'Enseignement de l'Intravail, le Congrès des Enseignants de la Seine, le Meeting du Congrès des Peuples Coloniaux, tenu à Paris le 14 avril 49, appellent les Organisations ouvrières à boycotter les envois d'armes et de munitions à destination de l'Indochine. Soldats de l' "Unité Postale" demande aux Syndicats des P.T.T. de s'entendre sur les moyens susceptibles, dans notre corporation, de contribuer à l'arrêt de l'odieuse reconstruction coloniale.

L' "Unité Postale" lutte pour la reconstruction démocratique d'une Fédération Postale unique.

Chef Salco-Trévoix à St'Ouen grève pour l'augmentation unique

Il y a environ 3 semaines 300 ouvriers et ouvrières de chez S.A.F.C.O.-Trévoix se sont mis en grève sur la revendication: 10 francs d'augmentation pour tout afin que leurs salaires soient au niveau de ceux des industries similaires.

Le lendemain, la police est venue leur faire évacuer l'usine et le patron a envoyé une lettre recommandée à tous les grévistes afin de les licencier.

Induite la lutte menaçait de durer longtemps et les travailleurs de l'usine, en particulier les ouvrières, se trouvant dans une situation financière difficile, le personnel se présente à nouveau à l'embouche.

Le patron a profité de son avantage pour refuser de réembourser 80 d'entre eux. La lutte continue à l'extérieur de l'usine où le personnel a mis en quarantaine un groupe qui avait continué le travail pendant la grève. RABCOR.

Salmon la boîte la plus mal payée de Boulogne

La renommée de l'usine c'est d'être la boîte la plus mal payée de Boulogne-Billancourt. Et cela est vrai quand on constate les salaires honteux qu'on y reçoit à la fin de chaque quinzaine.

Un manoeuvre y touche entre 5.500 fr. et 6.000 fr. par quinzaine. Manoeuvres composés en totalité de Nord-Africains, qui une fois leur chambre d'hôtel payée, ne peuvent plus se nourrir.

Un O.S.2. pour 93 heures de travail avec un boni moyen de 50 % a touché 7.300 fr. Un P.I. pour le même boni: 9.200 fr. Ce même P.I. pour arriver à se faire une paye de 12.000 fr. est obligé de faire 120 heures par quinzaine.

C'est d'ailleurs par les heures supplémentaires que le patron compte faire oublier aux ouvriers leurs scandaleux salaires de base. Il a aussi un autre moyen qui est de pousser les gens à la production en leur permettant de régler le boni comme ils le veulent.

Les délégués cégétistes avaient de lutter contre les heures supplémentaires et la course au boni qui sévit dans l'usine, mais comme en fait ce sont eux qui ont instauré cet état de choses à l'époque de leur politique de « produire à l'échelle », ils ont perdu la confiance des ouvriers. RABCOR.

Offensive du Gouvernement bourgeois CONTRE LES MINEURS

DANS le cadre général de l'offensive bourgeoise contre la classe ouvrière, l'Etat-patron, entendait utiliser au maximum la fatigue et le terrain perdu par le prolétariat à la suite des échecs de 1947 et de 1948, intensifie son attaque contre les mineurs. Tous les moyens sont bons qui permettent d'arracher aux dangers de la mine, parcelle par parcelle, les quelques drosses acquies, supprimer jour après jour les améliorations conquises par des années de lutte.

Le gouvernement qui dépense plus d'un milliard par jour pour continuer la sale guerre d'Indochine et pour préparer la prochaine fait des « économies » dans les bassins miniers, au prix de la sueur et du sang des mineurs. Dans le seul bassin du Nord et du

Pas-de-Calais l'effectif du personnel de surface a été ramené de 71.000 en septembre 1948 à 53.000 en février 1949. Les vieux mineurs âgés de 55 ans, les silicoles, les jeunes qui reviennent du régime sont jetés dehors. Mais le nombre des ingénieurs n'a pas diminué.

Alors, pour maintenir la production avec un personnel décimé, le gouvernement bourgeois applique un épouvantable système d'amendes et de déléguement. Le rabiot forcé est de plus en plus intense.

Citons quelques exemples: "Au groupe de Bruay, la direction fait passer une visite aux conducteurs de locomotives, après quoi bon nombre de conducteurs sont déclassés de la 7<sup>e</sup> à la 5<sup>e</sup> catégorie. Au groupe de Valenciennes, sous prétexte qu'ils n'ont pas le C. A. P., 120 ouvriers ont été amenés à choisir entre descendre au fond ou partir. Conclusion: Ils sont licenciés au mois de mai.

Au puits Apache les prix de tâche sont diminués. Les mineurs percevaient de 11 à 12.000 francs pour 9 mètres. Désormais, pour le même salaire, il leur faut abattre 15 mètres.

Mais, camarades mineurs, ce charbon que vous abutez au prix de votre santé et de votre vie, vous frères les prolétaires parisiens le paie à 450 fr. la sac de 50 kilos. Parce que, entre vous qui le produisez, entre le cheminot qui l'emmène et l'ouvrier des villes qui l'achète, il y en a des gens pour le faire. Les anciens (?) propriétaires des mines dont les actions sont toujours haut cotées en Bourse ont encore une bonne part de votre sueur et de votre sang.

A Montcheux, le mineur polonais Szabczyński est tué dans un accident à la mine.

A la fosse 23 de Courrières, le mineur français Willmann est gravement blessé à la mine.

A la fosse Sessevoile, le mineur allemand Schneider a la carotide coupée par un caillou tombé du toit.

Unis dans les cimetières et dans les salles d'hôpital, les prolétaires de tous les pays s'uniront de leur vivant pour ne plus avoir à crever et à s'entropier pour que les barons de la mine continuent à toucher leurs dividendes. CAMELLES.

Le gerant: Jullio Imp. spec. de "La Vérité"

LA RECONSTRUCTION A BREST (II) CHOMAGE ET CHANTAGE

NOUS avons dit qu'à Brest la reconstruction est un scandale à l'image du système capitaliste. Quatre grandes entreprises se partagent le monopole de la reconstruction: Mare, Corre, Barbet et Auffer. Bien que cela soit interdit, les quatre grands, après avoir fait les marchés, fournissent le gros matériel nécessaire à des sous-traitants qui apportent le petit matériel. Les gens du Bâtiment sont ainsi exploités par deux patrons. Soulagons que les architectes s'octroient 46 % des crédits alloués, en principe pour surveiller et contrôler les travaux, en fait pour ne rien faire du tout. C'est la foire d'empoigne!

Ce que les « 4 Grands » et les architectes n'avaient pas, revient aux sous-traitants petite entreprise qui, pour sortir de leurs frais généraux et réaliser un bénéfice, exploitent au maximum les ouvriers qu'ils emploient et fournissent du travail de très mauvaise qualité. Ce sont les sinistres qui en pâtissent. Les grandes maisons dites I.S.A.I. (10 à 20 millions chacune) sont des modèles de mal-façon et seront inhabitables dans quelques années.

C'est un scandale, travailler ainsi, me dit un vieux compagnon, la main-d'œuvre dans l'ensemble n'est pas qualifiée (source d'économie pour le patron), elle est employée à la tâche et le travail est bâclé, les matériaux responsables ne viennent jamais contrôler les travaux. Les sinistres rejettent leur rancœur sur les ouvriers du Bâtiment alors que ces derniers ne sont pas responsables de leurs conditions de travail. Les sinistres et les ouvriers du Bâtiment devraient organiser eux-mêmes la reconstruction. Les petites Entreprises n'ont plus leur raison d'être, elles ne répondent pas aux besoins de la construction moderne. D'ailleurs, elles disparaissent les unes après les autres et leurs patrons deviennent des prolétaires.

Il faut que les ouvriers s'adressent à ces petits patrons camarades en famille et les appellent à venir lutter avec eux dans les Syndicats contre les gros patrons et le système capitaliste. Les grosses entreprises qui, pour le plaisir, ont réalisé d'énormes bénéfices sous l'occupation nazie en construisant le mur de l'Atlantique doivent être expropriées aujourd'hui afin de financer la reconstruction. Ceux qui ont aidé à détruire doivent reconstruire. Il n'y a de solution dans ce domaine que dans la NATIONALISATION RÉELLE de toutes les entreprises du Bâtiment, SANS INDEMNITÉS NI RACHATS.

Les tranches de crédits sont très minces et vite épuisées. Il se trouve que le chômage se vit particulièrement pénible pour les gens du Bâtiment. La menace est constamment pendue sur leur tête et pour ne pas

craver de faim, il leur faut faire n'importe quoi à n'importe quel prix. Les patrons le savent bien et exercent un chantage constant sur leurs ouvriers.

L'Entreprise Chemin employait des ouvriers qualifiés au taux de 85 à 100 francs de l'heure. Afin de diminuer ses frais généraux, le patron, après avoir acheté les délégués (qui tenaient à leurs places et privilèges), débâche presque tout le personnel sous un prétexte quelconque. Il se rend à l'Office du Travail, déclare qu'il a besoin de manoeuvres. Les ouvriers débâchés la veille sont contraints de se faire réembaucher le lendemain en qualité de manoeuvres au TAUX DE 65 à 70 FRANCS DE L'HEURE POUR FAIRE LE MEME TRAVAIL et le tout est joué!

LES MARCHANDS D'HOMMES

L'Arsenal qui se trouve en concurrence avec les Chantiers privés (Saint-Nazaire) pour diminuer ses frais de gestion, licencie du personnel et confie du travail à des entreprises (marchands d'hommes).

Nous considérons les marchands d'hommes comme des voleurs, me dit un camarade de l'Arsenal. Ils viennent nous enlever du travail. Cela crée de l'animosité entre les ouvriers de l'Etat et les autres, et les patrons y trouvent leur compte.

Sérieux employé des manoeuvres du bâtiment à piquer la truelle et prendre à la ballastine les double-floonds du curassé Jean-Bart. Les hommes y travaillent comme des bêtes de somme, sans air, sans sécurité contre les voies d'eau, dans une atmosphère de peintures d'atelier qui saoula. Le règlementation du travail reconnaît aux ouvriers le droit de monter toutes les deux heures sur le pont pour prendre l'air pendant un quart d'heure. LE PATRON L'INTERDIT FORMELLEMENT. Ceux qui ne sont pas contents sont mis à la porte, il y en a qui attendent du travail! Les hommes attendent toujours l'attribution journalière de lait à laquelle ils ont droit; il n'en est pas question. Tous les jours, sans raison, des ouvriers sont priés de passer à la caisse et d'autres sont réembauchés à un tarif inférieur.

Hier, me raconte un camarade, nous avons dû ramener avec des cordes trois canots qui étaient restés au fond sans manoeuvre. Le patron était vert de peur, mais personne n'a osé l'enlever par-dessus bord. Les gens sont bien découragés devant l'incertitude de la C.G.T. et presque tout déshabillé par cette syndicalité. Pour 600 travailleurs environ, il n'y a qu'un délégué C.G.T. et un F.O., encore se tiennent-ils tranquilles, car ils ont besoin de vivre!

Figure-toi, me dit un autre, que pour ce travail de forçat on me fait l'aumône de

68 fr. 05 de l'heure. La prime de bas-fond de 12 francs se réduit à 9 fr. 60 et j'en ignore la raison. La quinzaine dernière, j'ai rapporté 6070 francs à la maison et j'ai complètement déshabillé deux bleus de travail! Je vis dans l'angoisse d'être débâché, car j'ai quatre enfants et j'ai été deux mois en chômage.

Ces patrons de combat mériteraient qu'on leur casse proprement la gueule.

CE QU'IL FAUT FAIRE

— Là où il n'y a pas suffisamment de délégués, organiser des élections de délégués, sur lesquels un contrôle constant sera exercé par la base (les remplacez immédiatement s'ils ne font pas leur travail), mais aussi les APPUYER sans condition dans leur action contre le patron. Le moindre petit succès redonnera confiance aux découragés qui reprendront leur carte syndicale.

— Se mettre en rapport avec l'Inspecteur du travail pour exiger du patron le respect du contrat. Par exemple, chez Sérès: temps mort d'un quart d'heure toutes les deux heures à l'air, attribution de deux litres de lait par tête aux frais de l'entreprise, etc...

— S'opposer aux licenciements par tous les moyens, y compris la grève avec occupation des chantiers, pour imposer une diminution des heures de travail avec le même salaire que précédemment (par exemple, 40 heures avec salaire de 48).

— A l'Arsenal, lutter contre les licenciements en imposant la RECONVERSION: fabrication d'engins mécaniques pour la reconstruction, de wagons, etc...

— Les chômeurs doivent s'organiser en COMITES DE CHOMEURS pour exiger: a) l'organisation de CANTINES municipales gratuites pour les chômeurs et leur famille; b) du TRAVAIL: par l'expropriation des grosses entreprises, la suppression des crédits de guerre.

— Les travailleurs du Bâtiment et de l'Arsenal doivent s'organiser avec les groupements de sinistres et les chômeurs pour DIRIGER EUX-MEMES LA RECONSTRUCTION. Et tout d'abord en réclamant des crédits par la suppression des crédits de guerre.

— En union avec les Marines de Commerce et les Dockers, ils boycotteront la fabrication et l'envoi des armes et munitions en Indochine.

— Tous sont victimes du régime capitaliste, il n'y a de solution que dans la lutte révolutionnaire pour le renversement de ce régime et l'établissement du SOCIALISME. RABCOR.